

Flash Economie

25 octobre 2017 - 1261

Réformes du marché du travail et évolution des salaires

Nous allons prendre l'exemple de la France. De nombreuses réformes du marché du travail vont y être mises en place, et il est très important d'analyser l'effet de ces réformes sur la formation des salaires (d'où leur effet sur le revenu réel, la consommation, la croissance, l'inflation) :

- une première partie des réformes mises en place en France vise à réduire le taux de chômage structurel : baisse des cotisations sociales des entreprises, réforme du système de formation professionnelle. S'il y a baisse du taux de chômage structurel, l'écart entre taux de chômage et taux de chômage structurel s'accroît à court terme, et ceci doit faire baisser les salaires ;
- une seconde partie des réformes mises en place en France vise à rendre plus concurrentiel le marché du travail : augmentation du rôle des négociations d'entreprises, réduction de la protection de l'emploi. Si le marché du travail devient plus concurrentiel, la sensibilité des hausses de salaires à l'évolution de la situation économique est accrue, les effets de Courbe de Phillips (effet du taux de chômage sur la croissance des salaires) sont accrus.

On devrait donc avoir au total en France, comme effet des réformes du marché du travail, d'abord une baisse des salaires, puis une plus forte réactivité des hausses de salaires vis-à-vis du cycle économique, donc une hausse plus forte des salaires si l'économie continue à s'améliorer. Ceci rappelle la dynamique des salaires observée en Allemagne à partir du début des années 2000 avec les réformes Hartz du marché du travail.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

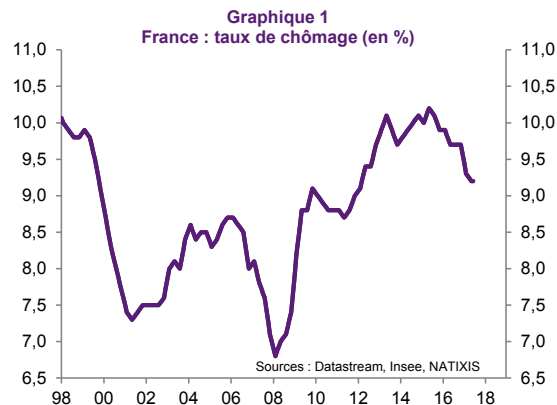
www.research.natixis.com

BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Premier groupe de réformes du marché du travail en France : celles qui visent à réduire le taux de chômage structurel

Nous prenons donc l'exemple de la France pour illustrer notre point qui est le plus général.

Le premier groupe de réformes du marché du travail en France **visent à réduire le taux de chômage structurel (graphique 1)**.



Il s'agit de la **baisse des cotisations sociales des entreprises, en particulier sur les plus bas salaires (graphique 2)**, qui devrait faire nettement baisser le taux de chômage des moins qualifiés (tableau 1).

Il s'agit de la **réforme de la formation professionnelle**, qui devrait **améliorer le niveau de compétence de la population active (tableau 2)**.

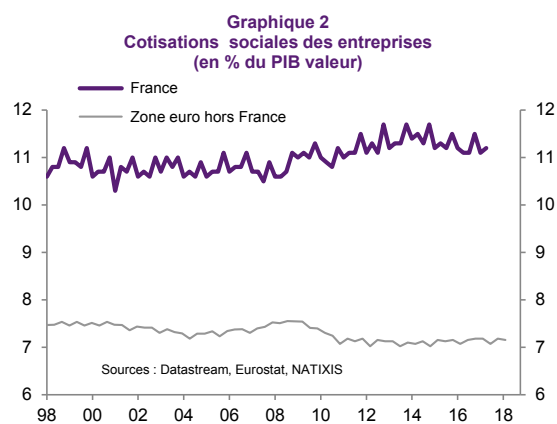


Tableau 1 : France : taux de chômage par niveau d'éducation (en %) de la population âgée de 25 à 64 ans

Année	Niveau inférieur au second cycle de l'enseignement secondaire	Deuxième cycle de l'enseignement secondaire	Tertiaire
1998	14,8	9,6	6,5
1999	15,1	9,2	6,1
2000	13,8	8,0	5,1
2001	11,5	6,6	4,6
2002	11,3	6,5	5,0
2003	10,2	6,7	5,2
2004	10,6	6,9	5,9
2005	10,5	6,3	5,1
2006	10,4	6,2	4,8
2007	9,6	5,6	4,7
2008	9,1	5,3	3,8
2009	10,9	6,6	4,8
2010	12,1	6,8	4,7
2011	12,1	7,0	4,7
2012	12,9	7,8	4,8
2013	13,9	8,5	5,3
2014	14,8	9,0	5,8
2015	15,6	9,1	5,7
2016	15,9	9,0	5,1
2017 Q1	16,6	9,1	5,1

Sources : Eurostat, NATIXIS

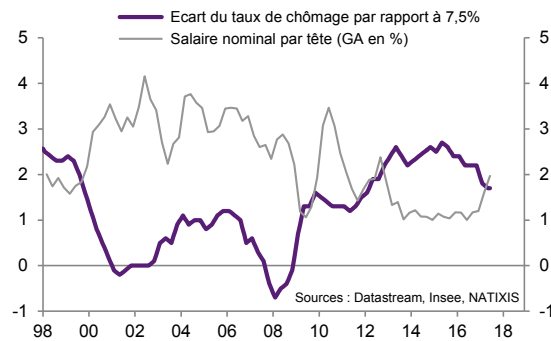
Tableau 2 : enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (2016)

Pays	Score
Japon	292,8
Finlande	286,4
Pays-Bas	283,6
Suède	282,0
Norvège	281,1
Australie	278,9
Flandre (Belgique)	278,9
République Tchèque	277,6
Danemark	277,4
Slovaquie	276,9
Autriche	276,2
Nouvelle Zélande	275,9
Estonie	275,5
Allemagne	274,7
Canada	273,7
Corée	273,0
Royaume-Uni	271,6
Pologne	267,2
Irlande	266,3
États Unis	265,4
France	258,2
Slovénie	257,0
Israël	253,1
Grèce	252,9
Italie	248,8
Espagne	248,8
Turquie	223,0
Chili	213,1

Sources : OCDE, NATIXIS

Si le taux de chômage structurel diminue, à court terme l'écart entre taux de chômage et taux de chômage structurel s'accroît, et ceci doit continuer à une baisse des salaires (graphique 3).

Graphique 3
France : écart du taux de chômage par rapport à 7,5% et salaire nominal par tête



Second groupe de réformes du marché du travail en France : celles qui visent à rendre le marché du travail davantage concurrentiel

Il s'agit de l'augmentation du rôle des négociations d'entreprises (par rapport à la branche ou au niveau national), de la réduction de la protection de l'emploi (tableau 3).

Tableau 3 : Indice de protection de l'emploi : degré de réglementation du marché du travail*

(Emploi à durée indéterminée)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Etats-Unis	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Royaume-Uni	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Allemagne	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
France	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7
Espagne	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
Italie	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Suède	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Japon	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etats-Unis	1,0	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	nc	nc
Royaume-Uni	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,6	nc
Allemagne	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	nc	nc
France	2,7	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	nc	nc
Espagne	2,8	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	2,4	nc	nc
Italie	3,2	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	2,9	nc	nc
Suède	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	nc	nc
Japon	1,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	nc	nc

(*) Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation

Rupture de série en 2008

Sources : OCDE, NATIXIS

Le marché du travail devient plus concurrentiel puisque la situation économique intervient davantage au niveau des entreprises dans les négociations du marché du travail, puisque le rôle des insiders diminue.

Si le marché du travail devient plus concurrentiel, le lien entre la situation de l'économie et la formation des salaires va s'accroître.

Les effets de Courbes de Phillips (effet du chômage sur la croissance du salaire, graphique 3) vont devenir plus puissants.

Synthèse : au total, en France d'abord baisse des salaires, puis plus grande sensibilité des salaires à la situation de l'économie

Les réformes du marché du travail devraient donc, en France :

- **d'abord faire baisser les salaires**, avec la baisse du taux de chômage structurel ;
- **puis rendre la croissance des salaires plus sensibles à la situation de l'économie**, avec un marché du travail plus concurrentiel.

Il faut alors s'attendre, à court terme, à un recul des revenus salariaux et de la consommation, à moyen terme à une hausse plus forte des salaires si l'économie continue à s'améliorer, **ce qui rappelle la dynamique observée en Allemagne depuis le début des années 2000 dans les mêmes circonstances (graphique 4).**

